



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020
ID : 026-222600017-20200529-CONVSETAIVS-CC

PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Années 2020-2022

Convention relative à l'action Agence Immobilière à Vocation Sociale Médiation locative

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

L'ASSOCIATION SOLIDARITE ENTRAIDE TRICASTINE (SET), Espace Social, 38 avenue Général de Gaulle, 26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par son conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

L'Association Solidarité et Entraide Tricastine a pour but de manifester une solidarité concrète et efficace par l'entraide, l'accueil d'urgence et temporaire des personnes en difficulté sociale sans distinction de race, de culture et de religion, faciliter l'insertion des personnes accueillies par les différents services d'entraide existants en créant un réseau de solidarité et d'entraide tricastine, gérer et assumer le fonctionnement des structures mises en place dans ce but.

L'association bénéficie d'un agrément de l'Etat pour ses activités d'ingénierie sociale, financière et technique pour la gestion immobilière en tant que mandataire, la recherche le logements en vue de leur location à des personnes défavorisées, la sous-location à des personnes défavorisées, l'accompagnement social réalisé dans le cadre du PDALHPD,

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action « Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) - Médiation Locative ». Cette action se déroule du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 sur le territoire sud Drôme.

Article 2 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage à :

- Etre mandataire de l'Agence Drômoise de Location Sociale (ADLS) et à exercer à ce titre une action de **Médiation Locative**.
- Obtenir la carte de mandataire de l'ADLS, permettant ensuite de mener à bien le travail de prospection, sensibilisation, rédaction de baux, étude budgétaire de faisabilité, état des lieux, démarches administratives...
- Exercer une action de Médiation Locative, soit prendre à bail ou en mandat de gestion auprès de bailleurs privés ou publics au minimum **15 logements décents**, en privilégiant les logements conventionnés par l'ANAH. Une liste de ces logements doit être établie à tout moment et remise au moment du bilan.
- Veiller à ce que les critères retenus pour l'entrée dans les logements soient ceux définis par le PDALHPD pour les publics prioritaires, à savoir : les ménages sans logement, en cours d'expulsion, logés dans des taudis, des habitations insalubres précaires ou de fortune ou confrontés à un cumul de difficultés financières et d'insertion sociale, des bénéficiaires de RSA...
- Travailler en lien avec les instances du PDALHPD et du PDIE pour faciliter les réponses à apporter aux situations particulières rencontrées.
- Se coordonner avec les bailleurs, les partenaires sociaux concernés et l'adjoint Logement du Pôle logement du bassin montilien
- Participer au « comité de pilotage » intitulé « AMS Drôme Provençale » et articuler son action avec l'ADLS.
- Affecter un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.
- Mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires pour accomplir la mission de Médiation Locative.
- Permettre l'accès à ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes et la CNIL, aux adjoints Logement, dans le cadre de l'évaluation continue de l'action.
- Mentionner l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « avec la participation du Département ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 : Obligation du Département

Le Département s'engage à verser, chaque année sous réserve du budget FULH approuvé et voté, au compte de l'Association la somme maximale de **7 600 €** en compensation de l'intégralité de l'action.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat-FULH, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

L'Adjoint logement du Pôle logement référent est garant du suivi de l'exécution de la présente convention. Il est susceptible de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action. En cas de difficultés, il en réfère à sa hiérarchie.

L'Association s'engage à alerter l'adjoint logement dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'évènements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-dromeprovencale@ladrome.fr

- **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet N**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.

⇒ **Documents bilan final** à remettre chaque année et **au plus tard le 31 janvier N+1**

Basé sur les fiches collectives d'évaluation, il devra comprendre :

- Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
- Une liste nominative des bénéficiaires,
- La typologie des ménages (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
- Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis,
- Le type de logements et leur implantation exacte (ville, rue et numéro) effectivement mobilisés pendant tout ou partie de la durée de la convention,
- La grille d'évaluation du guide de l'accompagnement adaptée au cas particulier de l'association.
- La justification de la décence du logement.

⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et **au plus tard le 30 juin N+1** :

- Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
- Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.